

Le conseil d'administration du printemps est traditionnellement dévolu aux bilans comptables, en attendant le rapport d'activité attendu pour le mois de juin.

Bilan de clôture de l'exercice comptable 2025 tout d'abord, resté imparfait en raison de la mise en œuvre difficile de SIFAC, qui a mis les équipes d'appui en tension et généré d'importants retards dans la saisie des recettes et des dépenses. Au-delà des effets (espérons ponctuels) de SIFAC, **le bilan constate aussi une trajectoire plongeante du déficit de l'institut au compte de résultat, de l'ordre de -26 M€, bien en deçà des -5 M€ anticipés au budget initial 2025.** Selon la Direction générale, si les mesures sociales appliquées en cours d'année – notamment la hausse de la contribution employeur aux pensions des agents et agentes de l'Etat – avaient été correctement compensées, le bilan serait presque équilibré. **Toutefois, le PDG reconnaît que cette trajectoire n'est pas soutenable sur le moyen terme.** Il semblait heureux d'annoncer que les Ministères ont promis une rallonge de la subvention pour charge de services publics au budget 2026, qui affichait en décembre un déficit envisagé à -38 M€, ramené ainsi à -16M€. Toujours pas de quoi se vanter, surtout qu'en l'absence d'un budget rectificatif, cette annonce n'est pour l'instant qu'une promesse... SUD a rappelé le cynisme de l'épisode SIFAC, qui demande aux collègues des services d'appui de sauver la faillite d'un outil qui œuvre à la destruction de leurs propres emplois ! SUD a également relevé le coup de rabot de la tutelle Agriculture, survenu en fin d'année 2025, qui confirme une fois de plus la **pression qu'exerce ce ministère sur notre institut en nous demandant toujours plus « de solutions » avec toujours moins de financement.** Enfin, SUD s'est inquiété des difficultés des Régions, qui compromettent l'exécution des Contrats de plan Etat-Région (CPER) et, pour de nombreux chantiers, les capacités de l'institut à suivre une trajectoire de réduction des émissions de gaz à effets de serre par la maîtrise de nos consommations énergétiques. **Pour la première fois, SUD a voté contre le bilan d'exercice comptable 2025, puisqu'en dépit des efforts démesurés des équipes, les chiffres présentés ne sont ni confirmés sur la forme, ni satisfaisants sur le fond.**

Bilan du Contrat d'objectifs, de moyens et de performances ensuite, qui vérifie chaque année la conformité des activités de l'institut avec la trajectoire promise aux tutelles sur 4 axes : pilotage et animation scientifiques, impact et relations science-société, partenariats et RSE. Donné pour information, SUD a posé quelques questions sur le recensement et l'intérêt financier des sciences ouvertes. Avec 160 k€ de dépenses pour cette action, parvient-on réellement à se libérer du monopole des grands éditeurs, chez qui nos abonnements se chiffrent plutôt en millions d'euros ?

Sur la mise en œuvre d'un marché de développement informatique, aussi examiné au CSAE, SUD a ensuite refusé la délégation de signature du CA au PDG, afin que l'instance conserve son droit de regard sur le contenu et la destination d'une enveloppe qui atteint 14 M€ sur 4 ans.

L'ordre du jour était le suivant

1. PV de décembre 2025
2. Actualités ;
3. Arrêt du compte financier 2025 d'INRAE (*délibération*) ;
4. Information sur le Budget 2026 ;
5. Délégation pour conclure le marché public relatif à l'acquisition de développements informatiques multi-technologies (*délibération*);
6. Bilan d'exécution du Contrat d'objectifs, de moyens et de performance 2022-2026 pour l'année 2025 ;
7. Politique de gestion intégrée des risques et des opportunités d'INRAE ;
8. Présentation scientifique : « La ressource en eau pour l'agriculture à l'horizon 2050 », par E. SAUQUET (Directeur de Recherche INRAE à l'UMR RIVERLY) et S. BOUARFA (Chef de département adjoint du Département AQUA - Sciences des écosystèmes aquatiques, des ressources en eau et des risques associés).